



**SECTEUR QUATERNAIRE ET COMPÉTITIVITÉ AU SÉNÉGAL : LE RÔLE
STRATÉGIQUE DE L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE.**

**QUATERNARY SECTOR AND COMPETITIVENESS IN SENEGAL: THE
STRATEGIC ROLE OF COMPETITIVE INTELLIGENCE.**

Birame MBODJ

Docteur en sciences économiques

Enseignant-Chercheur à Supdeco Dakar

Chercheur affilié au laboratoire de recherches sur les institutions et la croissance

Université Cheikh Anta Diop de Dakar-Sénégal

Résumé : Cet article explore le rôle stratégique de l'intelligence économique (IE) dans le développement du secteur quaternaire au Sénégal. L'IE, en tant qu'outil de collecte, d'analyse et de diffusion de l'information stratégique, constitue un levier clé pour améliorer la prise de décision, renforcer l'innovation et anticiper les évolutions du marché. À travers une analyse comparative avec d'autres pays émergents et une revue des bonnes pratiques, cette étude met en évidence les opportunités offertes par l'IE pour accroître la compétitivité du Sénégal. Les résultats soulignent la nécessité de mettre en place une politique nationale d'intelligence économique, impliquant une meilleure coordination entre les acteurs publics et privés, une intégration accrue de l'IE dans les formations académiques et un soutien renforcé aux start-ups technologiques et aux infrastructures numériques. L'article propose ainsi plusieurs recommandations stratégiques, notamment la création d'un observatoire national de l'IE, le développement d'incubateurs spécialisés et l'amélioration des mécanismes de veille et de cyber sécurité.

Mots-clés : secteur quaternaire, intelligence économique, compétitivité, innovation, veille stratégique.



Abstract :

This article explores the strategic role of competitive intelligence (CI) in the development of the Quaternary sector in Senegal. The IE, as a tool for collecting, analyzing and disseminating strategic information, is a key lever for improving decision-making, strengthening innovation and anticipating market developments. Through a comparative analysis with other emerging countries and a review of good practices, this study highlights the opportunities offered by the CI to increase Senegal's competitiveness. The results underline the need to implement a national competitive intelligence policy, involving better coordination between public and private actors, increased integration of CI in academic training and increased support for technological start-ups and digital infrastructures. The article thus proposes several strategic recommendations, including the creation of a national CI observatory, the development of specialized incubators and the improvement of monitoring and cyber security mechanisms.

Keywords : quaternary sector, competitive intelligence, competitiveness, innovation, strategic intelligence.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.15127786>

1. Introduction

Dans un contexte de globalisation accrue et de transformation numérique, la compétitivité des nations repose de plus en plus sur leur capacité à exploiter les ressources immatérielles et à s'adapter aux mutations technologiques. Le Sénégal, comme de nombreux pays émergents, cherche à diversifier son économie et à renforcer sa position sur la scène internationale en développant le secteur quaternaire, qui regroupe les activités à forte intensité cognitive telles que les technologies de l'information et de la communication (TIC), la recherche et développement (R&D), le conseil stratégique et l'innovation. Ce secteur est un moteur essentiel de la croissance économique et de la création d'emplois qualifiés, mais son essor demeure limité par plusieurs contraintes, notamment un accès insuffisant aux infrastructures numériques, un faible investissement en recherche et une structuration encore incomplète du tissu entrepreneurial innovant.

Parallèlement, l'intelligence économique (IE) s'impose comme un levier stratégique permettant aux pays d'améliorer leur compétitivité en optimisant l'accès à l'information stratégique, en renforçant l'innovation et en anticipant les évolutions du marché. L'IE, en tant que processus structuré de collecte, d'analyse et de diffusion de l'information utile à la prise de décision, peut jouer un rôle déterminant dans la dynamisation du secteur quaternaire

sénégalais. En s'appuyant sur des mécanismes efficaces de veille stratégique, de protection des données et de coopération entre acteurs publics et privés, le Sénégal pourrait accroître sa compétitivité régionale et internationale.

Toutefois, la mise en place d'une stratégie nationale d'intelligence économique adaptée aux spécificités sénégalaises soulève plusieurs questions : Comment l'IE peut-elle être intégrée dans les politiques de développement du secteur quaternaire au Sénégal ? Quels sont les principaux défis à surmonter pour optimiser son impact sur la compétitivité nationale ? Quelles stratégies peuvent être mises en œuvre pour favoriser une synergie entre intelligence économique et innovation ?

Cet article vise à analyser le rôle stratégique de l'intelligence économique dans le développement du secteur quaternaire. Il s'articule autour de trois axes principaux :

- ❖ Un diagnostic du secteur quaternaire sénégalais et de ses enjeux en matière de compétitivité.
- ❖ Une analyse du rôle de l'IE comme outil de renforcement des capacités économiques et d'innovation.
- ❖ Une série de recommandations stratégiques pour une meilleure intégration de l'IE dans le développement économique du pays.

L'approche méthodologique adoptée repose sur une analyse documentaire approfondie, complétée par une comparaison avec d'autres pays ayant réussi à structurer leur secteur quaternaire grâce à l'intelligence économique. En identifiant les leviers d'action les plus pertinents, cet article ambitionne de contribuer au débat sur les stratégies de compétitivité adaptées au contexte sénégalais.

2. Cadre conceptuel et revue de la littérature

2.1. Le secteur quaternaire

Le secteur quaternaire regroupe les activités liées à la production de savoir, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation. Il se caractérise par une forte intensité de connaissances et une valorisation des compétences intellectuelles. Dans de nombreux pays, ce secteur est devenu un pilier du développement économique, favorisant la création d'emplois hautement qualifiés et stimulant la croissance par l'innovation.

Il prolonge la classification traditionnelle des secteurs économiques (primaire, secondaire et tertiaire) en mettant en avant les activités liées à la recherche, aux technologies de l'information, à la finance et à la gestion des connaissances.

Cette revue de la littérature analyse les principales contributions académiques sur le sujet, en explorant sa définition, ses caractéristiques, son rôle économique et ses évolutions récentes.

En effet, l'idée d'un secteur quaternaire a été introduite pour différencier les services à forte valeur ajoutée du secteur tertiaire traditionnel. Plusieurs chercheurs ont contribué à sa conceptualisation :

Partant des idées émises par [Fuchs \(1968\)](#), qui évoque une transformation des économies avancées où les activités intellectuelles surpassent la production matérielle, le secteur quaternaire inclut une dimension informationnelle. Dans ce sens, [Porat \(1977\)](#), introduit la notion d'économie de l'information, où la création et la gestion des données deviennent centrales. Dans le même esprit, et pour approfondir davantage, [Castells \(1996\)](#), met en avant la société en réseau, où le savoir et la technologie déterminent la croissance économique.

[Brynjolfsson & McAfee \(2014\)](#) soulignent l'importance du rôle de la digitalisation et de l'intelligence artificielle dans l'expansion du secteur quaternaire. En mettant l'accent sur l'implications de l'automatisation et de l'intelligence artificielle sur la demande de travail, [Acemoglu, D. & Restrepo, P. \(2018\)](#) trouvent qu'il existe une inadéquation entre compétences requises par les nouvelles technologies et la possibilité d'une automatisation à un rythme excessif, potentiellement au détriment d'autres technologies améliorant la productivité.

Plus loin, [Autor, D. et al. \(2003\)](#), en étudiant le fonctionnement des ordinateurs, montrent comment l'informatisation modifie les exigences en matière de compétences professionnelles.

[Kizilhan T & Kizilhan S. B \(2016\)](#) en s'appuyant des travaux de [Castells M \(1996\)](#) qui mettent l'accent sur les relations entre technologie, économie, société et culture, trouvent que la révolution des technologies de l'information a été considérée comme un élan historique aussi puissant que la révolution industrielle du XVIIIe siècle.

Ces travaux indiquent que le secteur quaternaire n'est pas simplement une extension du tertiaire, mais une transformation structurelle fondée sur l'économie de la connaissance.

2.2. L'intelligence économique

L'intelligence économique (IE) est un processus structuré de collecte, d'analyse et d'exploitation d'informations stratégiques qui permettent aux entreprises et aux gouvernements de prendre des décisions éclairées. L'IE inclut la veille stratégique, la gestion des connaissances et la protection des informations sensibles. Elle constitue un pilier essentiel dans la gestion d'un environnement économique globalisé et hyper connecté, où l'accès rapide à l'information devient une condition sine qua non de compétitivité.

Martre (1994), dans son rapport du Commissariat général du Plan en France, décrit l'IE comme un système intégrant veille, protection de l'information et influence. D'autre comme Juillet & Rouach (1996), définissent l'IE comme « l'ensemble des actions coordonnées de recherche, de traitement et de distribution de l'information utile aux acteurs économiques ». Choo (1998) pour sa part propose une approche organisationnelle où l'IE est une combinaison de veille informationnelle et d'apprentissage stratégique. Ces définitions montrent que l'IE dépasse la simple collecte d'informations et s'intègre dans la prise de décision stratégique.

L'intelligence économique repose sur plusieurs fondements théoriques issus de disciplines variées, notamment l'économie, la gestion, la stratégie et les sciences de l'information.

Dans leur théorie d'information et de connaissance, Karl Popper (1991) et Nonaka & Takeuchi (1995), confortent l'idée que l'IE s'appuie sur la gestion des connaissances et la transformation de l'information en avantage concurrentiel. Dans l'économie de l'information, George Stigler (1961) et Joseph Stiglitz (1977), affirment que l'accès et le traitement de l'information réduisent l'incertitude et optimisent la prise de décision.

La théorie de la veille stratégique, inspirée par Micheal Porter (1980), qui a développé l'analyse des forces concurrentielles et l'importance de la veille pour maintenir un avantage stratégique, redéfinit l'IE qui intègre cette notion de veille (technologique, concurrentielle, commerciale, réglementaire) pour anticiper les tendances et les menaces. Ainsi, Porter introduit le concept de veille stratégique comme un outil d'analyse concurrentielle.

Toujours dans ses développements, Micheal Porter (1980) reste favorable à l'idée d'avantage concurrentiel. En phase avec sa pensée, l'intelligence économique permet de renforcer les stratégies compétitives en influençant la différenciation et la maîtrise des coûts. Elle favorise l'innovation et l'adaptation face aux dynamiques de marché.

Plus loin, dans la théorie des réseaux et du capital social, des auteurs comme Bourdieu (2000) et Robert Putnam (1995), partent avec l'idée selon laquelle, l'IE met en avant l'importance des réseaux et du partage d'informations entre acteurs économiques. Ils affirment aussi que, la coopération entre entreprises, institutions et Etats renforce la compétitivité collective.

C Harbulot et P Baumard (1997), dans la théorie de la guerre économique, mettent l'accent sur l'arme stratégique que peut constituer l'IE dans un monde globalisé où l'information est un enjeu de pouvoir. Ces auteurs affirment que l'IE permet de détecter et de contrer les menaces économiques (espionnage, influence, déstabilisation).

En fin, la théorie de la régulation et du protectionnisme informationnel, inspirée par les travaux de M Foucault (1975) sur le pouvoir et la surveillance, repositionne l'IE dans son rôle

de protection des données sensibles et des actifs immatériels. Abordant toujours dans le même sens, Foucault, trouve qu'un cadre juridique et une souveraineté numérique seraient des piliers stratégiques pour l'IE.

L'intelligence économique est un domaine multidimensionnel qui s'appuie sur des concepts variés pour transformer l'information en atout stratégique. Son rôle est central pour la compétitivité des entreprises et des Etats, en particulier dans un environnement globalisé où l'accès et la protection de l'information sont déterminants.

Pour le Sénégal, l'IE peut jouer un rôle clé en plusieurs aspects :

- ❖ Favoriser l'innovation en fournissant des données à jour sur les tendances mondiales et les technologies émergentes.
- ❖ Renforcer la position des entreprises sénégalaises sur les marchés internationaux en anticipant les évolutions de la concurrence et des demandes de consommateurs.
- ❖ Améliorer la gestion des ressources naturelles et humaines, en particulier dans le secteur des TIC et de la recherche scientifique, où l'information et la connaissance sont des ressources stratégiques.

3. Le secteur quaternaire : un moteur de la compétitivité au Sénégal

Dans le contexte du Sénégal, la compétitivité économique repose de plus en plus sur l'innovation et la gestion des connaissances. Le secteur quaternaire, par sa capacité à catalyser l'innovation et à intégrer les nouvelles technologies, devient un levier stratégique pour renforcer la position du pays sur la scène internationale.

Tableau 1 : Classement dans l'indice de compétitivité IMD des pays en 2024

Pays	Classement IMD 2024	Position mondiale	Points forts de compétitivité
Sénégal	Après la 67 ^e place (hors classement)	-	Besoins d'améliorer les politiques économiques et infrastructures
Nigéria	64 ^e place	64/67	Opportunités malgré des défis structurels
Ghana	65 ^e place	65/67	Réformes économiques en cours pour améliorer la compétitivité
Singapour	1 ^{er} place	1/67	Efficacité des entreprises et des pouvoirs publics, infrastructures de qualité
Suisse	2 ^e place	2/67	Forte efficacité des politiques publiques, économie ouverte
Danemark	3 ^e place	3/67	Performance économique stable, innovation et compétitivité des entreprises

Source : auteur à partir des données de IMD World Competitiveness.

L'IMD World Competitiveness Yearbook est le principal rapport annuel sur la compétitivité des pays et est publié par l'IMD depuis 1989. Il évalue les performances de 67 économies sur la base de plus de 330 critères mesurant différentes facettes de la compétitivité.

A noter que le Sénégal ne figure pas sur la liste des 67 pays sélectionnés en 2024 pour faire partie du rapport. Le tableau illustre la position du Sénégal par rapport à d'autres pays dans le classement mondial de la compétitivité, soulignant la nécessité d'améliorer plusieurs aspects pour progresser.

3.1. L'innovation comme facteur clé de compétitivité

L'innovation est un facteur clé dans le renforcement de la compétitivité d'une économie. En se concentrant sur des secteurs tels que la R&D, les TIC, et l'éducation, le Sénégal peut favoriser l'émergence de nouvelles industries et technologies. Par exemple, en soutenant la recherche dans les secteurs de l'agriculture, de la santé ou de l'énergie, le Sénégal pourrait créer des solutions innovantes adaptées à ses besoins spécifiques, tout en améliorant sa compétitivité sur les marchés mondiaux.

Tableau 2 : Indice mondial de l'innovation (GII) des pays en 2024

Pays	Classement mondial	Score GII 2024	Classement en Afrique	Progression depuis 2022
Suisse	1er	67,6	-	Stable
Suède	2e	64,2	-	Stable
Etats-Unis	3e	61,9	-	Stable
Singapour	5e	58,8	-	+2 places
Afrique du Sud	59e	34,4	1er en Afrique	-1 place
Botswana	90e	23,1	2e en Afrique	+3 places
Sénégal	92e	22,0	3e en Afrique	+7 places
Kenya	95e	21,5	4e en Afrique	-4 places
Nigéria	109e	18,9	6e en Afrique	-2 places

Source : auteur à partir des données de OMPI, Country Economy, Agence Ecofin.

Selon l'Indice mondial de l'innovation (GII) 2024 publié par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le Sénégal se classe au 92^e rang mondial avec un score de 22,0. En Afrique subsaharienne, le Sénégal est la troisième économie la plus innovante en 2023, derrière l'Afrique du Sud et le Botswana. En 2024, le Sénégal se distingue particulièrement dans la production de connaissances et de technologies, se classant 62^e au niveau mondial dans cette catégorie. Au niveau mondial, les pays en tête de l'Indice mondial de l'innovation 2024 sont la Suisse, la Suède, les États-Unis, le Royaume-Uni et Singapour.

Le Sénégal a progressé dans le classement mondial de l'innovation, passant de la 99^e place en 2022 à la 92^e place en 2024.

3.2. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) comme catalyseur de la compétitivité

Les TIC jouent un rôle majeur dans la transformation de l'économie sénégalaise. Elles permettent une réduction des coûts, une amélioration de l'accès à l'information et une meilleure gestion des ressources. Le Sénégal, qui a connu des avancées dans l'infrastructure numérique ces dernières années, peut tirer parti de ces technologies pour stimuler les secteurs économiques traditionnels et encourager la création de nouvelles entreprises technologiques. Par exemple, l'essor des start-ups numériques et des solutions fintech pourrait offrir au Sénégal un avantage concurrentiel important, particulièrement dans le cadre de la transition numérique.

Tableau 3 : Progrès en technologies de l'information et de la communication (TIC)

Pays	Indice de développement des TIC (UIT, 2023)	Contribution des TIC au PIB (%)	Classement en Afrique (OMPI, 2024)	Initiatives majeures
Afrique du Sud	5,19/10	7,5%	1er	Infrastructures avancées, innovation Fintech
Kenya	4,79/10	8,6%	2e	Silicon Savannah, M-Pesa, hubs technologiques
Nigéria	4,45/10	9,8%	4e	Forte croissance du e-commerce et Fintech
Sénégal	4,21/10	6,0%	3e	Stratégie Sénégal Numérique 2025, Parc Technologique de Diamniadio
Maroc	4,98/10	6,4%	5e	Plan Maroc Digital 2020, Casablanca Smart City

Source : auteur à partir des données de UIT, OMPI, Banque mondiale.

Le tableau montre que le Sénégal occupe une position intermédiaire en Afrique en matière de TIC et de compétitivité. Il bénéficie d'initiatives stratégiques mais doit encore renforcer ses infrastructures et son accès au numérique pour rivaliser avec des leaders comme l'Afrique du Sud et le Kenya.

3.3. La création de valeur ajoutée et la productivité accrue

Le secteur quaternaire, par son focus sur l'innovation, contribue à une valorisation accrue des services et produits. En intégrant des technologies avancées et des processus basés sur le savoir, le pays peut améliorer sa productivité globale et sa capacité à répondre aux demandes mondiales. Par exemple, l'intégration des big data et de l'intelligence artificielle dans les

entreprises sénégalaises pourrait permettre de développer des produits et services de meilleure qualité, adaptés aux besoins locaux tout en répondant aux exigences mondiales.

Tableau 4 : Création de valeur ajoutée et productivité accrue des pays africains

Pays	Contribution du Secteur quaternaire au PIB (%)	Initiatives majeures
Afrique du Sud	Environ 8%	Investissements massifs dans les TIC, présence de pôles technologiques comme à Johannesburg et au Cap.
Kenya	Environ 7%	Développement de la "Silicon Savannah" à Nairobi, innovations notables comme le service de paiement mobile M-Pesa.
Nigéria	Environ 5%	Croissance rapide des start-ups technologiques, notamment à Lagos, avec un accent sur les fintechs.
Sénégal	Données spécifiques limitées	Mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent, développement du Parc des Technologies Numériques à Diamniadio.

Source : auteur à partir des données de l'UA, la BAD et l'OCDE.

Les données spécifiques sur la contribution du secteur quaternaire au PIB du Sénégal sont limitées. Cependant, le secteur des services, qui inclut en partie ces activités, représentait 49,7% du PIB en 2022 (ANSD). Le Sénégal avait mis en place le Plan Sénégal Emergent (PSE), visant à promouvoir l'innovation, les TIC et la recherche pour stimuler la croissance économique.

4. L'intelligence économique : un levier stratégique pour le Sénégal

4.1. Introduction à l'intelligence économique (IE)

L'intelligence économique (IE) englobe l'ensemble des activités de collecte, d'analyse, de traitement et de diffusion d'informations stratégiques visant à éclairer la prise de décision et à anticiper les évolutions du marché. Dans un contexte économique mondial où la compétitivité repose sur la maîtrise de l'information et l'exploitation des données, elle devient un levier essentiel pour les pays en développement comme le Sénégal.

L'information a toujours été considérée comme le moteur essentiel de l'intelligence économique, alimentant son fonctionnement dans toutes ses dimensions. [Harbulot et Baumard \(1997\)](#), à travers l'analyse de plusieurs études de cas, ont mis en évidence l'interdépendance entre les différents niveaux économiques (supranational, national, inter-organisationnel et organisationnel) ainsi que les limites des approches exclusivement centrées sur l'analyse des relations entre produits et marchés.

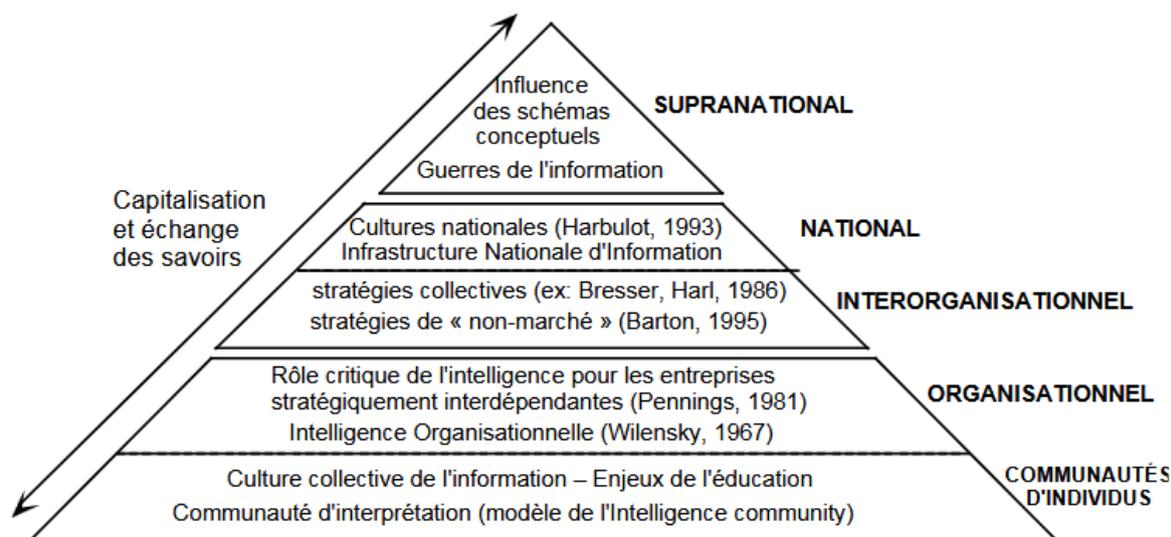


Figure 1 : Les différentes strates d'intelligence économique au sens de Harbulot et Baumard

4.2. L'intelligence économique comme pilier de la compétitivité nationale

4.2.1. Anticipation et prise de décision stratégique

L'intelligence économique est un levier stratégique qui permet à un pays d'anticiper les tendances du marché, les besoins des consommateurs, ainsi que les évolutions politiques et économiques internationales. Pour le Sénégal, l'intégration de l'IE dans la prise de décision politique et économique pourrait avoir des effets considérables sur sa compétitivité. Par exemple, en collectant et en analysant des données sur les marchés mondiaux, le pays pourrait mieux comprendre les demandes spécifiques de certains secteurs et y répondre de manière plus ciblée.

Les données économiques, les rapports de marché, les tendances sectorielles et les analyses politiques provenant d'organismes internationaux peuvent être des outils précieux pour élaborer des politiques publiques efficaces et orientées vers le développement des secteurs clés comme les TIC, l'agriculture, l'industrie ou les services financiers. Une prise de décision éclairée et anticipative grâce à l'IE permet de réduire les risques liés aux incertitudes économiques et d'optimiser l'allocation des ressources.

4.2.2. Optimisation des ressources et attraction des investissements

L'intelligence économique joue également un rôle primordial dans l'optimisation des ressources. En fournissant des informations détaillées sur les secteurs économiques à fort potentiel, les entreprises et les institutions publiques peuvent mieux cibler leurs investissements. Le Sénégal, en particulier, peut bénéficier de l'intelligence économique pour

orienter ses investissements dans des secteurs à forte valeur ajoutée, comme le secteur des énergies renouvelables, l'industrie technologique, ou l'agriculture durable.

De plus, l'IE permet de mieux comprendre les besoins des investisseurs étrangers. En analysant les préférences, les priorités et les stratégies des investisseurs internationaux, le Sénégal pourrait adapter ses politiques fiscales, réglementaires et commerciales pour attirer davantage de financements étrangers et stimuler la croissance économique. En développant un système d'intelligence économique solide, le Sénégal pourrait se positionner comme un hub régional pour les investissements dans les technologies de l'information et les start-ups innovantes.

Tableau 5 : Optimisation des ressources et attraction des investissements des pays

Pays	Initiatives d'optimisation des ressources et d'attraction des investissements	Objectifs et montants d'investissement
Sénégal	Zone Economique Spéciale de Sandiara, Plan Sénégal Emergent, JETP pour la transition énergétique	2,5 milliards d'euros environ pour la transition énergétique (2023)
Afrique du Sud	Plan d'investissement pour la transition énergétique juste, investissement dans les infrastructures	8,5 milliards de dollars environ pour la transition énergétique (2021-2026)
Indonésie	Partenariat pour la décarbonisation de l'économie alimentée par le charbon, transition énergétique	20 milliards de dollars environ pour la décarbonisation (2022)
Kenya	Mise en place de stratégies d'attraction des investissements verts et développement d'infrastructures durables	Accord sur la réduction des émissions, investissements en énergie verte
Ghana	Participation au marché mondial des droits à polluer, attraction d'investissements verts	Engagement dans des projets de réduction des émissions de CO ₂

Source : auteur à partir des données de PSE, COP29.

Le tableau illustre les efforts des pays pour optimiser leurs ressources naturelles et attirer des investissements dans des secteurs stratégiques, avec une forte orientation vers les projets d'énergie verte et durable.

4.3. Les outils et pratiques de l'intelligence économique

4.3.1. Collecte et analyse d'informations stratégiques

La collecte d'informations est un élément clé de l'intelligence économique. Pour être efficace, cette collecte doit porter sur des données économiques, des études de marché, des rapports sectoriels, ainsi que des informations sur la concurrence. Dans le cas du Sénégal, les institutions publiques, les universités et les entreprises privées doivent collaborer pour collecter des informations pertinentes sur les différents secteurs économiques du pays, mais aussi au niveau international.

Les outils numériques tels que les plateformes de veille stratégique et les bases de données mondiales sont des moyens efficaces pour accéder à des informations fiables. Ces outils

permettent de suivre les évolutions des prix des matières premières, les tendances de consommation, ou encore les politiques économiques internationales, fournissant ainsi des données cruciales pour la prise de décision.

4.3.2. Diffusion et partage des informations stratégiques

Une fois l'information collectée et analysée, il est crucial de la diffuser de manière efficace et ciblée. Les institutions publiques et les entreprises privées sénégalaises doivent développer des mécanismes de partage d'information, à la fois entre acteurs publics et privés, et à l'international. La mise en place de centres d'intelligence économique au sein des chambres de commerce, des universités, et des incubateurs d'entreprises permettrait d'assurer une diffusion rapide et pertinente des informations stratégiques au sein des secteurs économiques prioritaires.

Le partage d'information entre entreprises locales et multinationales, ainsi que les échanges internationaux, permettent de développer une coopération stratégique renforcée, qui peut aider le Sénégal à mieux saisir les opportunités économiques tout en anticipant les menaces.

4.4. L'intelligence économique pour soutenir le secteur privé sénégalais

4.4.1. Renforcement des capacités des entreprises locales

L'intelligence économique constitue un atout majeur pour les entreprises locales en leur fournissant des informations sur leurs concurrents et les évolutions des marchés internationaux. Les PME sénégalaises, en particulier, pourraient tirer profit des outils d'intelligence économique pour mieux positionner leurs produits et services sur le marché mondial. En analysant les stratégies des entreprises concurrentes, les acteurs économiques locaux pourraient optimiser leur stratégie commerciale, ajuster leur offre produit et mieux répondre aux exigences des consommateurs internationaux.

Les incubateurs d'entreprises et les programmes de soutien à l'entrepreneuriat devraient intégrer des modules d'intelligence économique pour doter les entrepreneurs de compétences essentielles dans l'analyse de marché, la veille concurrentielle, et la stratégie de développement international.

4.4.2. Développement de nouvelles industries grâce à l'intelligence économique

L'intelligence économique peut également aider le Sénégal à développer des secteurs émergents et innovants. Par exemple, la veille stratégique dans les secteurs de l'intelligence artificielle, de la blockchain, ou des énergies renouvelables pourrait permettre au pays de mieux anticiper les besoins mondiaux et de prendre des décisions éclairées pour l'expansion

de ces industries à fort potentiel. En investissant dans ces secteurs grâce à l'IE, le Sénégal pourrait diversifier son économie et attirer de nouveaux investisseurs.

En somme, l'intelligence économique se positionne comme un levier stratégique indispensable pour renforcer la compétitivité du Sénégal. En permettant une meilleure gestion de l'information, l'IE aide les décideurs à anticiper les changements économiques, à optimiser les ressources et à attirer des investissements étrangers. Pour tirer pleinement parti de cette dynamique, le Sénégal doit investir dans la formation en intelligence économique, le renforcement des infrastructures de collecte d'informations et la mise en place d'une stratégie nationale d'intelligence économique. En combinant ces efforts avec des politiques économiques favorables à l'innovation, le Sénégal peut améliorer sa compétitivité sur la scène internationale et bâtir une économie résiliente et durable.

5. Enjeux et défis de l'intégration de l'IE au Sénégal

L'intégration de l'intelligence économique (IE) au Sénégal représente une opportunité majeure pour améliorer la compétitivité nationale et favoriser la croissance économique. Toutefois, son adoption et sa mise en œuvre rencontrent plusieurs enjeux et défis. Ces défis concernent aussi bien les aspects institutionnels, les capacités humaines et techniques, que les obstacles socio-économiques et culturels qui peuvent freiner l'efficacité de l'IE dans le pays.

5.1. Manque de culture de l'intelligence économique

L'un des principaux défis pour l'intégration de l'IE au Sénégal réside dans le manque de culture de la gestion de l'information stratégique au sein des entreprises et des institutions publiques. L'intelligence économique requiert une approche systématique de collecte, d'analyse, de traitement et de diffusion d'informations stratégiques, mais ce processus est souvent négligé ou perçu comme secondaire dans un environnement où la priorité est donnée aux actions immédiates plutôt qu'à la planification à long terme.

De nombreuses entreprises sénégalaises, en particulier les PME, ne disposent pas de structures adaptées pour collecter et analyser l'information stratégique. Cela limite leur capacité à anticiper les changements économiques, à identifier des opportunités de marché ou à surveiller l'évolution de la concurrence. L'absence de formations spécifiques en intelligence économique dans le cursus universitaire et le manque d'expertise locale en analyse de données renforcent ce défi.

5.2. Insuffisance des infrastructures et des technologies adaptées

Le manque d'infrastructures adéquates constitue également un frein majeur pour l'adoption de l'IE au Sénégal. L'IE repose en grande partie sur l'utilisation de technologies avancées telles

que le big data, l'intelligence artificielle, et les outils de veille stratégique pour collecter et analyser des informations. Cependant, ces outils nécessitent des infrastructures solides, une connectivité internet fiable, ainsi que des capacités de stockage et de traitement des données.

Bien que des progrès aient été réalisés en matière de connectivité dans les grandes villes comme Dakar, des disparités persistent entre les zones urbaines et rurales. Le Sénégal doit renforcer ses infrastructures numériques pour permettre à l'ensemble des acteurs économiques d'accéder à l'information stratégique nécessaire à la compétitivité. Il s'agit également de former les acteurs économiques à l'utilisation de ces technologies, et de promouvoir les solutions numériques locales adaptées aux besoins spécifiques du pays.

5.3. Défaut de coordination entre acteurs publics et privés

L'un des défis majeurs dans l'intégration de l'IE au Sénégal est le manque de coordination entre les acteurs publics et les entreprises privées. L'intelligence économique implique souvent une coopération étroite entre les secteurs public et privé, notamment pour la collecte et le partage d'informations stratégiques. Cependant, au Sénégal, la collaboration entre ces deux secteurs reste encore limitée.

Les entreprises, notamment les PME et les start-ups, ont souvent du mal à accéder à des informations de qualité en raison de la fragmentation des sources d'information et du manque de canaux de communication efficaces entre les différentes parties prenantes. Les institutions publiques, quant à elles, ne disposent pas toujours des ressources ou des mécanismes nécessaires pour coordonner la collecte d'informations économiques et pour la mettre à la disposition des entreprises privées.

Le développement d'un cadre institutionnel clair pour l'intelligence économique, impliquant à la fois des partenariats publics-privés et des initiatives de collaboration entre les secteurs, serait un levier important pour surmonter ce défi.

5.4. Barrières culturelles et perception de l'intelligence économique

Un autre obstacle à l'intégration de l'IE au Sénégal réside dans les barrières culturelles et la perception de cette pratique. L'intelligence économique est souvent perçue comme une activité réservée aux grandes entreprises multinationales ou aux gouvernements, et non comme un outil stratégique à la portée des PME ou des organisations locales. En outre, la réticence à partager des informations stratégiques entre entreprises, par crainte de perdre un avantage concurrentiel, peut limiter l'efficacité des initiatives d'intelligence économique.

Il est essentiel de développer une culture de partage de l'information et de démontrer les avantages de l'IE pour tous les acteurs économiques, qu'ils soient publics ou privés. La

formation à l'intelligence économique et la sensibilisation des acteurs économiques à ses bienfaits sont donc des éléments cruciaux pour surmonter ces obstacles culturels.

5.5. Formation et développement des compétences locales

L'absence de compétences spécialisées en intelligence économique au Sénégal est un défi majeur pour son adoption. Les cadres, les fonctionnaires et les entrepreneurs sénégalais ne disposent pas toujours des connaissances nécessaires pour utiliser efficacement les outils d'IE. Bien que le pays dispose de quelques formations dans les domaines liés à l'économie, les universités et institutions éducatives doivent davantage intégrer des programmes spécialisés en intelligence économique dans leurs cursus pour répondre à la demande croissante de compétences en la matière.

Les instituts de formation doivent également offrir des programmes de renforcement des capacités pour former les professionnels de l'intelligence économique et permettre aux entreprises locales d'exploiter pleinement le potentiel de l'IE. L'accès à des formations continues, en particulier pour les acteurs du secteur privé, permettra de créer un écosystème d'expertise locale capable de mener des projets d'IE à l'échelle nationale.

5.6. Financement et soutien institutionnel

L'adoption de l'intelligence économique nécessite des investissements dans des outils et des technologies coûteuses, ainsi que dans la formation des ressources humaines. Cependant, l'absence de mécanismes de financement spécifiques pour l'IE constitue un autre frein. Le gouvernement sénégalais, en collaboration avec des partenaires internationaux et des institutions financières, doit mettre en place des mécanismes de financement qui soutiennent l'intégration de l'IE, notamment en direction des PME et des start-ups.

Des incitations fiscales ou des subventions pourraient encourager les entreprises à investir dans des outils d'IE. De même, des programmes de soutien public-privé pourraient faciliter l'adoption de l'intelligence économique au sein des structures locales.

En fin, l'intégration de l'intelligence économique au Sénégal est un levier stratégique essentiel pour le développement de la compétitivité du pays, mais elle se heurte à plusieurs enjeux et défis. Surmonter ces obstacles nécessite une action concertée entre les acteurs publics et privés, un renforcement des infrastructures numériques, une formation adéquate et un soutien institutionnel solide. Si ces défis sont relevés, l'IE pourrait devenir un catalyseur de la croissance économique du Sénégal, en permettant une meilleure prise de décision, une optimisation des ressources et une attraction accrue des investissements.

6. Perspectives et recommandations

L'intelligence économique (IE) offre des opportunités majeures pour renforcer la compétitivité du Sénégal en stimulant l'innovation et la productivité du secteur quaternaire. Cependant, plusieurs défis doivent être surmontés pour maximiser son impact.

❖ Renforcement du cadre institutionnel et réglementaire

Le Sénégal doit élaborer une politique nationale d'intelligence économique en s'appuyant sur des institutions dédiées. Cette politique pourrait inclure des mécanismes de veille stratégique, de protection des informations économiques et de diffusion de la connaissance.

❖ Développement du capital humain et de l'expertise locale

L'un des freins au développement du secteur quaternaire est le manque de compétences en intelligence économique. Il est donc crucial de renforcer l'offre de formation universitaire et professionnelle sur l'IE, notamment en intégrant des modules spécialisés dans les cursus en gestion, économie et ingénierie.

❖ Valorisation de la recherche et de l'innovation

L'investissement dans la recherche et le développement (R&D) reste insuffisant au Sénégal. L'État et les entreprises doivent collaborer pour financer des projets d'innovation et encourager les partenariats entre universités et industries.

❖ Transition numérique et infrastructures

Le développement du secteur quaternaire repose sur des infrastructures numériques solides. Accélérer la digitalisation des services et améliorer l'accès à Internet, notamment en zone rurale, permettront d'élargir le champ d'application de l'IE et de stimuler l'entrepreneuriat technologique.

6.1. Recommandations stratégiques

6.1.1 Mise en place d'un dispositif national d'intelligence économique

- ❖ Création d'un observatoire national de l'intelligence économique pour suivre les tendances sectorielles et fournir des analyses stratégiques.
- ❖ Élaboration d'un cadre juridique pour protéger les données sensibles et favoriser l'éthique dans l'utilisation de l'IE.

6.1.2 Renforcement des capacités en intelligence économique

- ❖ Développement de formations spécifiques en IE dans les universités et les grandes écoles.
- ❖ Sensibilisation des entreprises et des administrations publiques aux enjeux de l'IE à travers des séminaires et ateliers spécialisés.

6.1.3 Soutien à l'innovation et aux start-ups technologiques

- ❖ Création d'incubateurs et d'accélérateurs spécialisés dans les domaines du secteur quaternaire (fintech, e-santé, intelligence artificielle, etc.).
- ❖ Mise en place d'un fonds d'investissement pour soutenir les projets innovants à fort potentiel.

6.1.4 Amélioration de l'accès aux infrastructures numériques

- ❖ Accélération du déploiement de la fibre optique et amélioration de la connectivité mobile.
- ❖ Renforcement de la cyber-sécurité pour protéger les données des entreprises et institutions sénégalaises.

6.1.5 Coopération régionale et internationale

- ❖ Développement de partenariats avec d'autres pays africains et émergents pour partager les bonnes pratiques en matière d'IE.
- ❖ Intégration de l'IE dans les stratégies de la CEDEAO pour renforcer la compétitivité régionale.

En fin, l'intelligence économique représente un levier stratégique pour positionner le Sénégal comme un acteur clé du secteur quaternaire en Afrique. Son développement nécessite une approche intégrée, combinant réforme institutionnelle, renforcement des compétences, modernisation des infrastructures et soutien à l'innovation. En mettant en œuvre ces recommandations, le Sénégal pourra exploiter pleinement les opportunités offertes par l'économie de la connaissance et renforcer sa compétitivité à l'échelle mondiale.

Conclusion

Cet article a exploré le rôle stratégique de l'intelligence économique (IE) dans le renforcement de la compétitivité du Sénégal à travers le développement du secteur quaternaire. L'analyse a mis en évidence que, bien que le pays dispose d'un potentiel important en matière de services à haute valeur ajoutée (TIC, recherche, conseil, innovation), plusieurs défis limitent son essor, notamment un cadre institutionnel insuffisamment structuré, un manque d'investissement en R&D et des infrastructures numériques encore inégalement réparties.

L'intelligence économique apparaît comme un levier incontournable pour améliorer la performance des entreprises et des institutions publiques, en leur permettant d'anticiper les évolutions du marché, de sécuriser leurs informations stratégiques et d'innover plus efficacement. L'étude comparative avec d'autres pays émergents a montré que l'IE peut

constituer un facteur différenciant pour positionner le Sénégal comme un hub de services intellectuels en Afrique de l'Ouest.

Afin de maximiser l'impact de l'IE sur la compétitivité nationale, plusieurs recommandations ont été formulées, notamment la mise en place d'un cadre institutionnel dédié, l'intégration de l'IE dans les formations académiques, le renforcement de la digitalisation et de la cyber sécurité, ainsi que le soutien à l'innovation et aux start-ups technologiques. La réussite de cette stratégie dépendra de la coordination entre les acteurs publics et privés, ainsi que de la capacité du Sénégal à s'insérer dans des réseaux internationaux d'intelligence économique et d'innovation.

En perspective, des recherches complémentaires pourraient approfondir l'impact quantitatif de l'IE sur la productivité des entreprises sénégalaises et identifier les meilleures pratiques adaptées au contexte local. Une approche empirique, combinant études de cas et analyses statistiques, permettrait de mesurer plus précisément les gains en compétitivité liés à l'adoption de stratégies d'IE. Enfin, le développement d'une coopération régionale en matière d'IE au sein de la CEDEAO pourrait offrir des opportunités supplémentaires pour consolider l'intégration économique et renforcer l'attractivité du Sénégal dans l'économie mondiale.

REFERENCES

- [1] Acemoglu, D. and Restrepo, P. (2018) Artificial Intelligence, Automation and Work. Working Paper No. 24196. National Bureau of Economic Research, Cambridge.
- [2] Autor, D. et al. (2003). The Skill Content of Recent Technological Change: An Empirical Exploration. Volume 118, Issue 4 Nov 2003.
- [3] Baumard, P. (1991). Stratégie et surveillance des environnements concurrentiels.
- [4] Bourdieu, P.(2000). Les structures sociales de l'économie, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Liber », 2000, 289 p.
- [5] Brynjolfsson E., McAfee A.(2014), The Second Machine Age : Work, Progress and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies, W.W. Norton & . Pages 517 à 526.
- [6] Castells M. (1996), L'Ère de l'information, tome 1, La Société en réseaux, trad. de l'anglais . pp. 773-776.
- [7] Choo (1998) describes an information management cycle that consists of defining information needs, acquiring information and organizing, storing, processing (pp 261 – 273).
- [8] Choo, C. W. (1998). The Knowing Organization: How Organizations Use Information to Construct Meaning, Create Knowledge and Make Decisions.
- [9] Florida, R. (2002). The Rise of the Creative Class. Revisited, New York, Basic Books, 2012, 484 p.
- [10] Foucault M. (1975) Surveiller et punir. Naissance de la prison. Edition Gallimard. Pages 352.
- [11] Frey, C., & Osborne, M. (2017). The Future of Employment: How Susceptible Are Jobs to Computerization?
- [12] Fuchs. V (1968) A chapter in The Service Economy, 1968, pp 183-199 from National Bureau of Economic Research.
- [13] Harbulot C (2012), Techniques offensives et guerre économique, réédition, Paris, éditions de La Bourdonnaye, 2012.
- [14] Harbulot, C. (2008). La guerre économique. Géographie 2008/2 n° 45.
- [15] Harbulot C, Baumard. P (1997). Perspectives historiques de l'intelligence économique. Revue d'intelligence économique, 1997, 1 (1), pp. 50-65.
- [16] Kizilhan T & Kizilhan S. B (2016) The Rise of the Network Society - The Information Age: Economy, Society, and Culture. Contemporary educational technology, 2016, 7(3), 277-280.

- [17] Lesca, H. (2003). Veille stratégique: Anticiper pour décider. Eyrolles. 190 pages, parution 2004.
- [18] Martre, H. (1994), Intelligence Economique et Stratégie des entreprises, travaux du groupe dirigé par Henri Martre pour le Commissariat Général page 168.
- [19] Nonaka, I., & Takeuchi, H. (1995). The Knowledge-Creating Company: How Japanese Companies Create the Dynamics of Innovation. Oxford University Press, New York.
- [20] Porat, M. U. (1977). The Information Economy (p. 205). University of Michigan Library. 1977. p. 205.
- [21] Porter, M. E. (1980) Competitive Strategy : techniques for analyzing industries and competitors : with a new introduction (pp.1-48). New York, NY: The Free Press USA.
- [22] Popper. K (1991) "La connaissance objective". Editions Aubier, Paris, 1991, p. 121-126, 141, 177, 232.
- [23] Porter M.E. (1980), Competitive Strategy : Techniques for Analyzing Industries and Competitors, The Free Press. 1980.
- [24] Putnam, R., (1995). Bowling alone: America's Declining Social Capital. The Journal of Democracy 6 (1), 65–78.
- [25] Rouach D. (1996). La veille technologique et l'intelligence économique, PUF., Paris, 1996. SALLES, M., Stratégies des PME et intelligence économique.
- [26] Romer, P. (1990). Endogenous Technological Change. The Journal of Political Economy, Vol. 98, No. 5, Part 2
- [27] Stigler G. J. (1961). The economics of information, dans Journal of Political economy, 69 (1961), p. 213- 225.
- [28] Stiglitz, J.E. (1977), «Monopoly, Non-linear Pricing and Imperfect Information: The Insurance Market», Review of Economic Studies, 44(3), 407-430.
- [29] Zuboff, S. (2019). The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power. Management 2021/4 Vol. 24.